



L'Est Républicain
Edition de Montbéliard ; Edition de Belfort
Aire urbaine, lundi 2 février 2026 591 mots, p. EBEL3,MONT3

Besançon

GBM veut devenir un « site pilote de recherche »

L'étude de Gregorio Crini sur le TFA dans l'eau du robinet a créé un vent de panique en octobre. Le standard de Grand Besançon Métropole (GBM) a été assailli de coups de fil d'usagers paniqués. « Il n'y a aucun risque à boire de l'eau du robinet en fonction de la réglementation actuelle. Toutes les eaux distribuées sur GBM sont très largement, voire pour certaines, sans aucune présence de PFAS », réaffirme vigoureusement Christophe Lime, vice-président en charge de l'Eau potable, président de France Eau Publique. Pour dissiper l'affolement, GBM a distribué dans les boîtes aux lettres un flyer intitulé « eau du robinet : une situation sous contrôle, un suivi renforcé ».

« Les niveaux de TFA observés à Besançon tournent autour de 1,2 microgramme par litre, très loin des seuils de recommandations qui vont de 10 à 60 microgrammes par litre », rappelle en gras le document. Une quantité inférieure à celle contenue en moyenne dans les abricots (76 mg/kg), les melons (98 mg/kg) ou encore le blé (280 mg/kg), selon le flyer. Supérieure, cependant, à la limite de 0,1 mg/l qui pourrait s'appliquer dès 2027. « Pour l'instant, nous appliquons la recommandation en vigueur qui est de 60 mg/l. Et nous sommes soixante fois inférieurs à cette recommandation ! L'objectif dont nous parle la direction générale de la santé, c'est de descendre à 10 mg/l. Même avec ce seuil, on est toujours en dessous. »

760 000 euros investis en mesures et études

L'Agglo, rappelle l'élu, « n'a pas attendu l'obligation d'évaluer les PFAS pour le faire » et a « même anticipé » sur le TFA. Depuis 2024, elle a déboursé 160 000 euros pour réaliser cinq campagnes de mesures qui se sont intensifiées en 2025, en plus des contrôles de l'ARS. Elle a lancé un appel à manifestation d'intérêt sur la gestion de l'eau 2025-2030, en lien avec l'université Marie et Louis Pasteur : un projet pour lequel elle a investi 600 000 euros. Un apprenti a été recruté pour comprendre pourquoi des pics de PFAS sont observés, en été, au niveau de la source d'Arcier. Des agents de GBM rencontrent les représentants des entreprises installées dans la zone, susceptibles d'utiliser des produits contenant des PFAS. « Ils sont tous très coopératifs », salue le vice-président.

Prévenir et anticiper

Après la publication de l'étude de Grégorio Crini, la présidente de GBM, Anne Vignot, a contacté le préfet pour lancer une étude sur les PFAS. « L'idée serait de mutualiser les données avec d'autres villes comme Grenoble ou Lyon qui rencontrent les mêmes problématiques. Nous souhaitons devenir un site pilote de recherche et être reconnu pour ça », ambitionne Christophe Lime.

« Il faut à tout prix faire de la prévention si on ne veut pas se retrouver avec des usines de traitement qui utilisent énormément d'eau, consomment plus d'énergie et une eau qu'il faut reminéraliser derrière, ce qui est impensable ! » Rien que la mise en place, dans toutes les stations de pompage, de traitements par charbons actifs, ferait « exploser les tarifs » selon l'élu. De l'ordre de 30 centimes. « Cela veut dire que l'anticipation est un élément de santé publique et de santé financière. C'est ce que nous faisons depuis des années sur Grand Besançon. »

Illustration(s) :

La Ville de Besançon a été la première de France à déposer une marque pour son eau municipale : « La Bisontine ». Photo F.H..

